

# Gouverner n'est pas faire croire

ÉCRIT PAR PIERRE-ÉDOUARD PICORD

*16 octobre 2020*

Gouverner, c'est prévoir. Formule attribuée à Thiers et aussi à Émile de Girardin (1802-1880) patron de presse et homme politique français. Et prévoir c'est agir pour l'avenir. Pas pour le présent, précisait Émile de Girardin. Ce principe déjà difficile à appliquer en temps normal devient dans cette période de covid-19 un vrai casse-tête. Sous le feu des critiques, le gouvernement et ceux qui le soutiennent répondent que cette situation est exceptionnelle, inédite, jamais vue. Une manière d'avouer – en creux – qu'être à la barre par ce temps de covid-19, n'est pas une sinécure. On peut en effet espérer gouverner sous de meilleurs auspices et sur une mer moins en furie. Le virus est coriace, imprévisible. Il persiste et persistera encore. Le sujet est crucial. il s'agit de la santé, de la vie des gens. Dans le même temps, il convient de veiller à ne pas aliéner les libertés publiques et individuelles sous prétexte de protéger la population. Chacun peut reconnaître que l'équilibre entre les deux exigences est difficile à trouver. D'ailleurs peut-être même qu'il n'existe pas. Fallait-il instaurer un couvre-feu sur les territoires les plus concernés par le virus ? Une majorité de Français a répondu oui. Ce qui prouve que la population sait faire la part des choses. Même si les restaurateurs n'ont pas goûté à cette décision. Gouverner c'est prévoir. Prévoir c'est agir mais on peut se tromper. Et au risque de se tromper, il vaut mieux agir. À condition toutefois de ne pas confondre gouverner c'est prévoir et gouverner c'est faire croire, l'un des préceptes enseigné par Nicolas Machiavel. Les théories de l'auteur du « Prince » longtemps adulé par les exégèses qui associent volontiers cynisme à politique n'ont pas bonne presse auprès de l'opinion. Car enfin que reproche-t-on au gouvernement dans sa gestion du covid-19 ? D'avoir caché la vérité ou fait croire à ce qui n'était pas vrai. Nous ne citerons qu'un seul exemple, celui des masques. Il n'était pas utile parce que la France n'en disposait pas. Une fois le territoire approvisionné, cet accessoire est devenu obligatoire. Pis, ne pas le porter vous expose à une punition pécuniaire. Et à davantage si récidive. Nul ne sait à quoi aboutira l'épisode que nous vivons en ce moment. En revanche, chacun sait

pourquoi et comment ceux qui nous gouvernent peuvent perdre une part de leur crédit.